

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1925

Projet de loi

portant approbation de l'arrangement international signé à Paris le 15 novembre 1920 entre la Belgique, le Brésil, l'Équateur, la France, la Grèce, la République de Nicaragua, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam et la République Tchécoslovaque, en vue de la création à Bruxelles d'un Bureau International des brevets d'invention.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Un Arrangement a été signé à Paris, le 15 novembre 1920, entre la Belgique, le Brésil, l'Équateur, la France, la Grèce, la République de Nicaragua, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam et la République Tchécoslovaque, en vue de la création, à Bruxelles, d'un Bureau international des brevets d'invention.

La Conférence des délégués techniques des pays alliés, qui a abouti à la signature de cet Arrangement, avait été réunie, à Paris, du 17 au 22 novembre 1919, sur l'initiative du Gouvernement français, à la suite de l'accueil favorable qu'avait rencontré auprès de la Commission économique de la Conférence de la Paix un avis des délégués techniques des pays alliés tendant à la création, dans l'intérêt des inventeurs de ces pays, d'un Bureau international des brevets d'invention. Cet avis avait été émis au cours d'une réunion tenue à Paris, en décembre 1916, en conformité d'une résolution adoptée par la Conférence économique des pays alliés, en 1916.

En dehors de sa mission générale d'organe de liaison et de documentation pour les administrations des pays contractants, le Bureau central des brevets a plus spécialement pour objet :

- 1° L'enregistrement international des demandes de brevets d'invention;
- 2° l'examen des demandes de brevets d'invention au point de vue de la nouveauté.

Le titre I de l'Arrangement détermine la procédure de l'enregistrement international des brevets d'invention, qui permettra aux ressortissants de chacun des pays contractants qui auront régulièrement formulé une demande de brevet dans un ou plusieurs de ces pays, de déposer par l'entremise de l'Administration du pays d'origine et du Bureau Central de Bruxelles, une demande de brevet pour la même invention dans les autres pays adhérents. A partir de la date de la réception de la demande d'enregistrement international par l'Administration du pays d'origine, la situation légale des demandeurs dans chacun des pays où la protection est demandée, sera la même que si la demande, avec la description et les dessins qui en font partie, y avait été directement déposée.

Avant de transmettre la demande aux administrations de chacun des pays désignés par l'intéressé, le Bureau Central procédera, soit à la traduction des pièces dans la langue officielle du bureau et dans les langues des pays dans lesquels l'enregistrement international est demandé, soit à la vérification des traductions fournies par les intéressés.

Dans chacun des pays où la protection de l'invention sera ainsi demandée, les demandes transmises par le Bureau Central seront soumises aux mêmes conditions que les demandes qui y sont directement déposées et y recevront la suite que comportera la législation du pays. En d'autres termes, elles devront y satisfaire aux prescriptions réglementaires, subir l'examen de forme ou de fond prévu par la loi nationale, pour aboutir finalement à la délivrance ou au refus, selon le cas, d'un brevet spécial à chaque pays.

Comme cette procédure se rapproche beaucoup de celle qui est suivie pour l'enregistrement international des marques de fabrique et de commerce par le bureau international établi à Berne, en vertu de l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, il est permis de croire que le Bureau Central de Bruxelles sera à même de rendre des services également appréciables pour l'enregistrement international des brevets d'invention prévu par le présent Arrangement.

. . .

Le titre II de l'Arrangement est relatif aux conditions dans lesquelles le Bureau international de Bruxelles sera appelé à fonctionner comme bureau d'examen des demandes de brevets au point de vue de la nouveauté.

A ce point de vue, le rôle du Bureau international devra s'adapter aux dispositions législatives particulières de chaque pays adhérent, en matière de délivrance du brevet. En tout état de cause, cependant, le Bureau international n'admettra à l'examen que les demandes de brevets qui lui seraient communiquées soit directement par les Administrations des pays adhérents, soit par l'entremise de ces Administrations.

Pour les pays qui délivrent les brevets sans examen et qui persisteraient dans ce système, l'avis du Bureau international sera purement facultatif et il ne sera donné que sur requête spontanément formulée par l'inventeur.

En ce qui concerne les pays qui possèdent déjà un bureau d'examen national, il convient de distinguer :

Pour ceux qui maintiendraient leur bureau en activité, les recherches du Bureau

international pourront ne porter que sur des matières qui sortiraient du cadre de l'examen effectué par le Bureau national et être obligatoire ou facultatif selon qu'il en serait décidé par la législation particulière du pays.

Pour les pays, au contraire, qui renonceraient à leur bureau d'examen, le recours au Bureau international pourrait être obligatoire et le Bureau international serait alors réellement un organe auxiliaire ou annexe du service national des brevets.

L'arrangement détermine les règles générales auxquelles sera soumis l'examen des demandes de brevets à effectuer exclusivement au point de vue de la nouveauté et qui portera seulement sur les antériorités résultant des brevets déjà publiés ainsi que sur les publications scientifiques et techniques déterminées par le règlement d'exécution. Cet examen aboutit, après une procédure permettant un recours à l'inventeur contre un premier avis, à la délivrance par le Bureau International, soit d'une « attestation d'absence d'antériorités » soit d'un « constat d'antériorités » avec l'indication de celles-ci.

Il est expressément précisé que les Administrations des pays contractants pourront faire état ou non de l'avis du Bureau International suivant qu'il en sera disposé par la législation de chaque pays, qu'elles auront la faculté de délivrer le brevet demandé ou de le refuser ou encore de ne le délivrer qu'avec la mention des antériorités constatées. Les Administrations des pays dont la législation le permettra pourront même demander au Bureau International d'indiquer les changements qu'il conviendrait d'apporter aux revendications de nouveauté pour que le brevet puisse être délivré.

L'examen d'une demande de brevet pourra toujours être requis du Bureau International par l'Administration d'un pays contractant pour des motifs d'intérêt général, par exemple, dans le cas où ce pays aurait l'intention d'exproprier ou d'acquérir une invention. Dans certains cas, les brevets déjà délivrés pourront eux-mêmes être soumis à l'examen du Bureau International, soit sur l'initiative du breveté, soit obligatoirement suivant les dispositions de la loi de chaque pays.

Le titre III de l'Arrangement contient les dispositions générales relatives au rôle du Bureau en tant qu'organe international de documentation en matière de brevet d'invention, à son organisation intérieure, et à la manière dont il serait fait face à ses dépenses de premier établissement et de fonctionnement annuel.

Enfin, le texte de l'Arrangement détermine dans quelles conditions pourront adhérer à l'Arrangement les nations signataires pour leurs colonies, possessions et protectorats, ainsi que les nations non signataires. Il indique également de quelle manière l'Arrangement pourra être dénoncé par les États contractants.

Telles sont les grandes lignes de l'Arrangement et de l'Union Internationale spéciale qu'il réaliserait et qui serait entièrement indépendante de l'Union constituée par la Convention de Paris de 1883 pour la protection de la propriété industrielle.

Il avait été stipulé que l'Arrangement pourrait être signé jusqu'au 31 mai 1921. A cette date, l'Arrangement avait recueilli les signatures des plénipotentiaires de onze États : la Belgique, l'Équateur, la France, la Grèce, la République de Nicaragua, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam et la République Tchéco-Slovaque.

Un certain nombre de pays alliés qui avaient participé aux deux Conférences ou à l'une d'elles, notamment la Grande Bretagne, les États-Unis, l'Italie et le Portugal, ont déclaré réserver provisoirement leur adhésion, tout en se montrant en principe favorables à l'arrangement, et il est permis d'espérer que, dans un avenir qui n'est peut-être pas très éloigné, plusieurs d'entre eux demanderont à participer à cette nouvelle institution. Aucun pays n'est d'ailleurs exclu de l'arrangement.

Pour tous les pays qui y adhéreront, le Bureau central des brevets constitue, d'ailleurs, la solution la plus pratique et la plus économique de la question de l'examen préalable devant laquelle, seuls à peu près, les pays latins se montrent encore hésitants. A défaut d'un bureau d'examen national, les inventeurs appartenant à ces pays sont souvent amenés à s'adresser à un bureau d'examen étranger, notamment au Patentamt, afin de procurer, grâce au brevet étranger, une garantie de nouveauté sans laquelle leur brevet d'origine n'inspire pas suffisamment confiance pour décider les industriels et les financiers à s'intéresser à sa réalisation et à son exploitation. Aussi bien sont-ils nombreux ceux qui souhaitent l'institution d'un bureau d'examen national.

Or, la création en Belgique et dans les autres pays qui n'en possèdent pas encore, d'un service d'examen des brevets entraînerait, pour chaque pays en particulier, les mêmes dépenses que celles que le Bureau central occasionnera à l'ensemble des États adhérents; tandis que les inventeurs dans le cas très fréquent où ils veulent s'assurer la protection de leur invention à la fois dans plusieurs pays, l'obligation de subir l'examen dans chacun de ceux-ci serait la cause de grandes pertes de temps et de frais supplémentaires importants, sans compter qu'ils risqueraient finalement de se trouver devant des décisions contradictoires.

Le fait de l'accord qui s'est manifesté à la Conférence de Paris entre les délégués techniques de nombreux pays, indique au moins qu'ils reconnaissent les avantages que présente le système de l'examen des demandes de brevets d'invention au point de vue de la nouveauté. Parmi les pays qui ont signé l'Arrangement, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont, du reste, déjà pourvues d'un service national d'examen qui décide de l'admission ou du refus des demandes. En France, le projet de loi sur les brevets d'invention, qui vient d'être déposé par le Gouvernement, prévoit une procédure d'opposition à la délivrance des brevets pour défaut de nouveauté, ce qui constitue un premier pas dans la voie de l'examen. Dans notre pays même, où la revision de la loi de 1854 sur les brevets est encore à l'étude, il existe dans l'opinion un mouvement en faveur du système de l'examen préalable, qui est appuyé par la généralité des inventeurs et par beaucoup d'industriels.

Dans ces conditions, les circonstances semblent se présenter favorablement pour la création d'un Bureau central des brevets d'invention, pourvu d'un service pour l'examen des antériorités. Grâce à la participation d'un certain nombre d'États et en tenant compte, d'autre part, des demandes de brevets, qui seront considérables, le prix de revient, par demande, de l'examen serait minime et les taxes à percevoir seraient peu élevées. Alors même que la recette, provenant de la perception de la taxe d'examen, ne suffirait pas à couvrir la dépense, la contri-

bution à exiger de chaque pays pour parfaire la différence serait peu considérable, et, en tout cas, incomparablement moindre que ce qu'il aurait à payer pour subvenir aux frais que lui occasionneraient l'établissement et le fonctionnement d'un service national.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

P. TSCHOFFEN.

6

Arrangement International

pour la création d'un Bureau Central des Brevets d'Invention, signé à Paris, le 15 novembre 1920, entre la Belgique, le Brésil, l'Équateur, la France, la Grèce, la République de Nicaragua, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, le Siam et la République tchéco-slovaque.

ARTICLE PREMIER.

Les Pays contractants conviennent d'établir, à frais communs, un Bureau international des brevets d'invention.

Le siège de ce bureau est fixé à Bruxelles.

ARTICLE 2.

Le Bureau Central International des Brevets d'invention pourra procéder :

1° A l'enregistrement international des demandes de brevets, c'est-à-dire à la réception des dépôts et à la transmission internationale de ces demandes ;

2° A l'examen des demandes de brevets.

Les opérations du Bureau central seront régies conformément aux dispositions ci-après :

TITRE I^{er}.

Enregistrement international des demandes de brevets d'invention.

ARTICLE 3.

Les sujets ou citoyens de chacun des Pays contractants qui auront régulièrement déposé dans l'un de ces pays une demande de brevet pourront réclamer, dans tous les autres pays ou seulement dans un ou plusieurs d'entre eux, la protection de l'invention afférente, moyennant le dépôt de la demande effectué au Bureau central de Bruxelles par l'entremise de l'administration du pays d'origine de la dite demande.

ARTICLE 4.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants, les sujets ou citoyens des pays n'ayant pas adhéré au présent arrangement qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'union constituée par le présent arrangement.

ARTICLE 5.

Le Bureau central insérera immédiatement sur un registre spécial le dépôt des demandes effectué conformément à l'article 3, en faisant mention des descriptions et des dessins joints à chaque demande.

Il notifiera cette inscription aux administrations compétentes de tous les pays contractants.

A partir de la date de la réception de la demande d'enregistrement international par l'administration du pays d'origine, la situation légale du demandeur dans chacun des pays contractants désignés dans la demande ou qui seront désignés au plus tard dans les douze mois qui suivront le dépôt de la demande au pays d'origine, sera la même que si la demande, la description et les dessins y avaient été directement déposés.

Toutefois, dans les pays où la législation intérieure l'exigera, la demande ne sera considérée comme valablement formée qu'autant que le dossier complet sera parvenu à l'administration de ces pays dans le délai de douze mois à partir de la date du dépôt dans le pays d'origine.

ARTICLE 6.

Le Bureau central fera procéder, s'il y a lieu, à la traduction des descriptions dans la langue officielle du bureau ou dans les langues des divers pays désignés par les demandeurs et à la reproduction des dessins en nombre suffisant pour permettre la communication des demandes et des pièces y annexées à chacune des administrations des pays contractants pour lesquels l'enregistrement international aura été sollicité.

Chacun des pays contractants aura la faculté d'exiger la production d'un exemplaire de la description rédigée dans la langue officielle du bureau ou d'une traduction de la description dans cette langue, effectuée ou vérifiée et certifiée par le bureau central.

La rémunération due par le demandeur au Bureau central pour une traduction ou pour la vérification d'une traduction, susceptible de varier suivant la langue, et le tarif des frais de reproduction des dessins seront fixés par le règlement d'exécution.

Les demandes transmises aux administrations des pays contractants seront soumises dans chaque pays aux mêmes conditions que les demandes qui y auront été directement déposées et recevront la suite que comportera la législation dudit pays.

ARTICLE 7.

L'Administration du pays d'origine pourra fixer à son gré et percevoir à son profit une taxe qu'elle réclamera du demandeur du brevet dont l'enregistrement international est sollicité. Dans tous les cas, il sera perçu, au profit du Bureau central, un émolument international dont le montant sera fixé par le règlement d'exécution.

Dans chaque pays où la demande de brevet aura été transmise, l'intéressé sera tenu d'acquitter, dans les délais prescrits, pour qu'il soit donné suite à la demande ainsi que pour obtenir la délivrance du titre et pour conserver les droits qui y sont attachés, toutes les taxes prévues à cet effet par les lois et règlements dudit pays,

Le Bureau central sera autorisé à se charger pour le compte des intéressés, du

payement des taxes dans les pays contractants moyennant une redevance spéciale, conformément au tarif fixé par le règlement d'exécution.

TTRE II

Examen des demandes de Brevets d'invention.

ARTICLE 8.

Toute demande de brevet déposée dans un des pays contractants, soit directement, soit par le moyen de l'enregistrement international, pourra ou devra, selon qu'il en sera disposé par la législation dudit pays, être soumise à l'examen du Bureau central, en vue de la recherche et de la constatation des antériorités résultant soit de brevets déjà délivrés et publiés, soit de publications qui seront déterminées par le règlement d'exécution.

ARTICLE 9.

Lorsque les recherches effectuées par le Bureau central n'amènent la découverte d'aucune antériorité susceptible d'être opposée aux revendications de nouveauté formulées dans la description qui accompagne la demande de brevet, le Bureau central délivre une « attestation d'absences d'antériorités ».

Lorsque des antériorités de ce genre ont été relevées, le Bureau central délivre un « constat provisoire d'antériorités » avec l'indication précise de celles-ci.

Le résultat de l'examen effectué par le Bureau central est transmis, sous la forme ci-dessus prévue, dans la langue de la demande originaire et dans la langue officielle du Bureau, à l'Administration du pays d'origine et, en vue de la délivrance d'un brevet demandé, aux Administrations des autres pays contractants désignés par l'inventeur ou qui auraient requis du Bureau cette transmission.

La communication en est assurée à l'inventeur par l'Administration du pays d'origine.

ARTICLE 10.

A partir de la date de la communication par l'Administration du pays d'origine à l'inventeur d'un « constat provisoire d'antériorités », il est accordé à cet inventeur un délai qui sera déterminé conformément au règlement d'exécution pour présenter ses objections contre les antériorités relevées et pour proposer, s'il y a lieu, des modifications aux revendications auxquelles se rapporte ce constat.

Après examen et discussion, s'il y a lieu, des objections présentées ou des modifications proposées, le Bureau central délivre, selon les cas, soit une attestation « d'absence d'antériorité », soit un « constat définitif d'antériorités » avec l'indication précise de celles-ci.

Lorsque l'inventeur s'abstient d'introduire, dans le délai imparti, un recours contre le « constat provisoire d'antériorités » et n'a pas renoncé à sa demande de brevet, ce constat provisoire est considéré comme définitif.

Les Administrations des pays contractants pourront faire état de l'avis du

Bureau central, suivant qu'il en sera disposé par la législation intérieure de chaque pays, et délivrer ou refuser de délivrer le brevet demandé.

Le brevet pourra, le cas échéant, faire mention de l'examen effectué par le Bureau central et porter l'indication des antériorités que le Bureau central aura considérées comme opposables.

Dans le cas où la législation d'un pays contractant l'y autoriserait, l'Administration de ce pays pourrait encore, après la délivrance d'un constat définitif d'antériorités, réclamer du Bureau central l'indication des modifications qu'il conviendrait d'apporter aux revendications de nouveauté figurant dans la description, afin de les introduire dans cette description.

Le Bureau central délivrera alors une nouvelle attestation ou un nouveau constat, en tenant compte de ces modifications.

ARTICLE 11.

Les Administrations des pays contractants pourront toujours requérir du Bureau central, dans un intérêt général, l'examen d'une demande de brevet d'invention.

S'il en est ainsi disposé par la législation d'un des pays contractants, les brevets délivrés dans ce pays pourront être également soumis à l'examen du Bureau central, à moins, toutefois, qu'une demande de brevet correspondante n'ait été déjà examinée par le Bureau.

Le breveté pourra même être tenu, dans certains cas déterminés par la législation intérieure d'un des pays, de faire procéder à cet examen et les attestations d'absence d'antériorités ainsi que les constats d'antériorités délivrés à la suite de cet examen pourront être mentionnés dans les publications officielles du pays qui a délivré le brevet, et l'Administration de ce pays pourra être autorisée à en délivrer des copies sur requête.

ARTICLE 12.

Tout examen effectué par le Bureau central sera toujours sans garantie et n'entraînera à sa charge aucune responsabilité.

ARTICLE 13.

Toute requête aux fins d'examen d'une demande de brevet donnera lieu à la perception, au profit du Bureau central, d'un émolument international.

En cas de recours contre un constat provisoire d'antériorités, il sera perçu une nouvelle taxe au profit du Bureau central.

Le montant des émoluments et taxes ci-dessus prévus sera fixé par le règlement d'exécution.

Le tarif sera doublé lorsqu'il s'agira de l'examen d'un brevet antérieurement délivré.

TITRE III.**Dispositions générales.****ARTICLE 14.**

Le Bureau central des brevets centralisera les documents et renseignements relatifs aux brevets d'invention et aux publications de toute nature concernant les diverses industries.

Il recevra de toutes les Administrations des pays contractants les documents publiés par chacune d'elles et même ceux d'ordre intérieur qui seraient susceptibles de faciliter sa tâche.

Le Bureau central se tiendra en tout temps à la disposition des Administrations des pays contractants pour leur fournir, sur le service international des brevets d'invention, les renseignements spéciaux dont elles pourraient avoir besoin.

Il pourra publier une feuille périodique sur les questions concernant l'objet de ses attributions.

Cette communication sera faite en langue française et, s'il y a lieu, dans les autres langues qui seront désignées par l'Assemblée générale.

ARTICLE 15.

Les pays adhérents à l'institution du Bureau central des brevets auront la faculté de déclarer expressément que leurs Administrations entendent recourir à son intervention, à la fois pour l'enregistrement international et pour l'examen des brevets ou seulement pour l'une de ces attributions.

ARTICLE 16.

Les pays contractants s'engagent à participer aux dépenses d'administration générale du Bureau central par le versement d'une contribution annuelle uniforme qui sera fixée par l'Assemblée générale. Cette contribution ne pourra en aucun cas, dépasser la somme de cinq mille francs pour chaque Etat.

Les recettes annuelles du Bureau comprennent, outre le produit de la contribution prévue au paragraphe qui précède, les sommes à provenir du produit des émoluments internationaux, taxes et redevances quelconques perçues pour la rémunération des opérations relatives à l'enregistrement international ou à l'examen des demandes, conformément au tarif fixé par le règlement d'exécution,

ARTICLE 17.

Les avances nécessaires au fonctionnement du Bureau seront faites par le gouvernement du pays où le Bureau a son siège.

Les recettes et les dépenses afférentes à l'administration générale du Bureau central, au service de l'enregistrement international et au service de l'examen,

seront établies dans le compte annuel de gestion du Bureau central sous trois chapitres distincts.

En cas d'insuffisance des recettes, l'excédent des dépenses sera supporté à frais communs par les pays adhérents, suivant les bases ci-après déterminées :

Pour les dépenses afférentes au chapitre de l'Administration générale, les Pays seront divisés en six classes contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	25 unités.
2 ^e —	20 —
3 ^e —	15 —
4 ^e —	10 —
5 ^e —	5 —
6 ^e —	3 —

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépenses.

La classe dans laquelle chacun des pays adhérents devra être rangé sera déterminée par la première réunion des délégués des pays adhérents, en tenant compte à la fois de l'importance industrielle et de la population de chaque pays.

L'excédent des dépenses afférent au service de l'enregistrement international d'une part et au service de l'examen d'autre part, sera réparti entre les pays ayant respectivement adhéré à ces services dans la proportion suivante :

Le tiers de l'excédent proportionnellement au nombre de parts contributives attribuées à chaque pays suivant la classification ci-dessus prévue :

Les deux tiers de l'excédent proportionnellement au nombre des demandes d'enregistrement international et au nombre des demandes d'examen soumises au Bureau par l'intermédiaire de chaque pays adhérent.

ARTICLE 18.

Le Bureau central international est administré, sous l'autorité de la Société des Nations, par un Directeur, assisté d'un Conseil d'administration composé de sept membres, dont un président, deux vice-présidents et un secrétaire général élus tous les trois ans par l'Assemblée générale des Délégués des Gouvernements de chacun des pays adhérents.

Le nombre des voix attribué à ces délégués est fixé comme suit, d'après la classe dans laquelle est rangé chaque pays :

	Nombre de voix
1 ^{re} classe	6
2 ^e classe	5
3 ^e classe	4
4 ^e classe	3
5 ^e classe	2
6 ^e classe	1

Le Directeur sera nommé au scrutin secret par le Conseil d'Administration.

Le personnel de l'Administration du Bureau central sera choisi parmi les nationaux des pays adhérents et nommé par le Conseil d'administration, sur la proposition du Directeur.

Il sera tenu compte, pour la nomination du personnel du Bureau, de l'importance des opérations effectuées par chaque pays adhérent.

ARTICLE 19.

Le Conseil d'administration établira un budget des frais de premier établissement du Bureau central, avec le concours des Délégués et Experts techniques désignés par les Gouvernements des Pays contractants.

Le budget ainsi préparé sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Les frais de premier établissement seront répartis entre les Pays contractants, conformément au barème fixé pour les parts contributives à l'article 17 ci-dessus.

ARTICLE 20.

L'Assemblée générale des Délégués des pays adhérents établira les règlements nécessaires à l'exécution du présent arrangement, notamment en ce qui concerne le tarif des émoluments, taxes et rétributions quelconques à percevoir par le Bureau central, le fonctionnement intérieur du Bureau, la présentation des descriptions et des revendications de nouveauté formulées dans les descriptions des brevets soumis à l'enregistrement international et à l'examen du Bureau central.

ARTICLE 21.

L'Assemblée générale des Délégués des pays adhérents se réunira toutes les fois qu'il sera nécessaire et au moins tous les trois ans pour procéder au renouvellement des pouvoirs du Conseil d'administration et, s'il y a lieu, à la revision du règlement d'exécution, en vue d'y introduire les modifications de nature à améliorer l'organisation et le fonctionnement du Bureau central de brevets. Elle pourra également proposer des modifications au présent arrangement.

ARTICLE 22.

Les pays adhérents se réservent respectivement le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers comportant, au profit de leurs nationaux, des avantages réciproques spéciaux, en tant que les dits arrangements ne contreviendraient point aux dispositions du présent.

ARTICLE 23.

Les pays qui n'ont pas pris part au présent arrangement pourront être admis à y adhérer sur leur demande formulée au Gouvernement du siège du Bureau, sous réserve de l'agrément de la majorité des deux tiers aux moins des voix attri-

buées au Pays signataires du présent arrangement, conformément à l'article 18 ci-dessus.

L'adhésion ultérieure d'un pays non signataire sera subordonnée au versement, par ce pays, au Bureau central, d'une somme égale à la participation des Pays signataires aux frais de premier établissement, conformément à l'article 19 ci-dessus. Elle sera notifiée, en suite de ce versement, par le Gouvernement belge aux autres Gouvernements, pour produire ses effets un mois après cette notification, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent.

ARTICLE 24.

Les Pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps au présent arrangement pour leurs dominions, colonies, possessions, dépendances et protectorats ou pour certains d'entre eux.

Les États, Dominions ou Colonies qui se gouvernent librement et qui ont des offices indépendants pour le dépôt des demandes et la délivrance des brevets seront considérés comme des pays adhérents distincts à l'égard du présent arrangement.

ARTICLE 25.

Les différends concernant l'interprétation de la présente Convention seront réglés d'après les méthodes adoptées par la Société des Nations pour les cas similaires.

ARTICLE 26.

Le présent arrangement entrera en vigueur dès qu'il aura été ratifié par les deux tiers des pays signataires. Les ratifications seront adressées au Gouvernement français et resteront déposées dans ses archives.

Tout pays pourra dénoncer, soit pour lui-même, soit pour ses dominions, colonies, possessions, dépendances et protectorats, le présent arrangement et se retirer de l'Union un an après cette dénonciation ; il abandonnera de ce fait tous ses droits à l'actif du Bureau central.

FAIT à Paris, le quinze novembre mil neuf cent vingt, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Pays signataires.

Le dit exemplaire, daté comme il est ci-dessus, pourra être signé jusqu'au 31 mai 1924 inclusivement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente convention.

Pour la Belgique.

Pour le Brésil.

Pour la République de Cuba.

Pour l'Equateur.

Oct. MAYAUT.

Raul FERNANDES.

E. DORN Y DE ALSUA.

Pour la France.

Aug. ISAAC.

LYON-CAEN.

C. DROUETS.

Pour la Grèce.

J. YOUNIS.

Pour la République d'Haïti.

Pour le Japon.

Pour la République de Libéria.

Pour la République de Nicaragua.

CARLOS A. VILLANUEVA.

Pour la République de Panama.

Pour le Pérou.

Pour la Pologne.

François DOLEZAL.

Pour le Portugal.

Pour la Roumanie.

C. ANTONIADE.

Pour le Royaume des Serbes.

Iag RAN M. AIRAMOVITCH.

Pour le Siam.

Phya Visal BACHANADICH.

Pour la République Tchéco-Slovaque.

VANICEK.

Pour l'Uruguay.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole.*

(s.)



(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBRUARI 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Internationale Schikking onderteevend te Parijs op 15 November 1920 tusschen België, Brazilië, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam en de Tsjecho-Slowaksche Republiek, voor de oprichting te Brussel van een Internationaal Bureau der Uitvindingsbrevetten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 15 November 1920 werd te Parijs eene Schikking onderteevend tusschen België, Brazilië, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam en de Tsjecho-Slowaksche Republiek, voor de oprichting te Brussel van een Internationaal Bureau der Uitvindingsbrevetten.

De Conferentie der technische afgevaardigden der geallieerde landen, die tot de onderteekening dezer overeenkomst geleid heeft, was vergaderd geweest te Parijs van 17 tot 22 November 1919 op het initiatief der Fransche Regeering, naar aanleiding van het gunstig onthaal dat de Economische Commissie der Vredesconferentie verleend had aan een advies der technische afgevaardigden der geallieerde landen strekkend tot het tot stand brengen, in het belang der uitvinders van deze landen, van een Internationaal Bureau der Uitvindingsbrevetten. Dit advies was uitgebracht geworden in den loop van eene vergadering gehouden te Parijs in December 1916, in overeenkomst met eene resolutie aangenomen door de Economische Conferentie der geallieerde landen in 1916.

Buiten zijne algemeene zending van verbindings- en documentatieorgaan voor de besturen der verdragsluitende landen, heeft het Centraal Bureau der Brevetten meer bepaaldelijk ten doel :

- 1° De internationale inschrijving der aanvragen om uitvindingsbrevetten ;
- 2° Het onderzoek der aanvragen om uitvindingsbrevetten uit het oogpunt der nieuwhed.

Titel I der Schikking bepaalt de procedure betreffende de internationale inschrijving der uitvindingsbrevetten welke aan de onderhoorigen van ieder der verdragsluitende landen die in een of meer dezer landen een aanvraag om een brevet regelmatig zullen ingediend hebben, zal toelaten door tussenkomst van het Bestuur van het land van oorsprong en van het Centraal Bureel van Brussel, eene aanvraag om een brevet voor dezelfde uitvinding in de andere toetredende landen neer te leggen. Te rekenen van den datum waarop de aanvraag om internationale inschrijving ontvangen werd door het Bestuur van het land van oorsprong, zal de wettelijke toestand der aanvragers in elk der landen waar de bescherming gevraagd wordt, dezelfde zijn als ware de aanvraag, met de beschrijving en de teekeningen die er deel van uitmaken, er rechtstreeks nedergelegd geweest.

Alvorens de aanvraag aan de Besturen van elk der door den belanghebbende aangeduide landen door te zenden, zal het Centraal Bureel overgaan hetzij tot de vertaling der stukken in de officieele taal van het bureel en in de talen der landen waar de internationale inschrijving wordt gevraagd, hetzij tot het nazien der door de belanghebbenden verstrekte vertalingen.

In ieder der landen waar de bescherming der uitvinding aldus zal gevraagd worden, zullen de door het Centraal Bureel overgemaakte aanvragen onderworpen zijn aan dezelfde voorwaarden als de aanvragen die er rechtstreeks nedergelegd worden en zullen er behandeld worden zooals de wetgeving van het land voorziet. In andere woorden, zij zullen er aan de reglementaire voorschriften moeten voldoen, het door de wet van het land voorziene onderzoek over den vorm of over den grond ondergaan, om ten slotte te komen tot de aflevering of de weigering, volgens het geval, van een bijzonder brevet voor elk land.

Daar deze proceduur veel gelijkenis heeft met deze die gevolgd wordt voor de internationale inschrijving der fabrieks- en handelsmerken door het internationaal bureel opgericht te Bern krachtens de Schikking van Madrid van 14 April 1891, mag men aannemen dat het Centraal Bureel te Brussel bij machte zal zijn even nuttige diensten te bewijzen voor de internationale inschrijving der uitvindingsbrevetten, voorzien door deze Schikking.

*
* * *

Titel II der Schikking heeft betrekking op de voorwaarden waarin het Internationaal Bureel te Brussel geroepen zal zijn om te werken als bureel voor het onderzoek der brevetaanvragen uit het oogpunt der nieuwhed.

In dat opzicht zal het Internationaal Bureel zich in zijne taak moeten aanpassen aan de bijzondere wettelijke beschikkingen van ieder toetredend land in zake aflevering van het brevet. Hoe het echter ook zij, het Centraal Bureel zal alleen deze brevetaanvragen voor onderzoek aannemen die aan dit Bureel, hetzij rechtstreeks door de Besturen der toetredende landen, hetzij door tussenkomst dezer Besturen, zouden medegedeeld worden.

Voor de landen die de brevetten zonder onderzoek afleveren en die dit stelsel zouden blijven toepassen, zal het advies van het Internationaal Bureel louter facultatief zijn en zal het slechts gegeven worden op het uit eigen beweging ingediende verzoek van den uitvinder.

Wat de landen betreft die reeds een nationaal bureel voor onderzoek bezitten, dient er onderscheid gemaakt :

Voor deze die hun bureel in werking zouden houden, zullen de nasporingen van het Internationaal Bureel kunnen betrekking hebben enkel op zaken die buiten het kader van het door het nationaal bureel gedane onderzoek zouden vallen. en verplichtend of facultatief kunnen zijn volgens hetgeen desaangaande door de bijzondere wetten van het land zou bepaald zijn.

Integendeel zou, voor de landen die van hun bureel voor onderzoek zouden afzien, de toevlucht tot het Internationaal Bureel verplichtend kunnen zijn, en dan zou het Internationaal Bureel werkelijk een hulp- of bijgevoegd organisme van den nationalen dienst der brevetten zijn.

De Schikking stelt de algemeene regels vast waaraan het onderzoek der brevet-aanvragen zal onderworpen worden, welk onderzoek dient gedaan uitsluitend ten opzichte der nieuwhed en dat enkel betrekking zal hebben op het bestaan van vroegere uitvindingen hetwelk voortspuit uit de reeds bekendgemaakte brevetten, alsook op de wetenschappelijke en technische bekendmakingen bepaald door het reglement van uitvoering. Dit onderzoek loopt uit, na eene procedure die aan den uitvinder toelaat tegen een eerste advies beroep aan te teekenen, op de aflevering door het Internationaal Bureel, hetzij van een « getuigschrift van ontbreken van vroegere uitvindingen » hetzij van een « vaststelling van vroegere uitvindingen » met de juiste aanwijzing dezer laatste.

Er wordt uitdrukkelijk bepaald dat de Besturen der verdragsluitende landen al dan niet rekening zullen kunnen houden met het advies van het Internationaal Bureel volgens wat er over beschikt zal zijn door de wetgeving van elk land, dat zij het gevraagde brevet zullen kunnen afleveren of weigeren, ofwel het slechts afleveren met vermelding der vastgestelde vroegere uitvindingen. De Besturen der landen wier] wetten zulks toelaten zullen zelfs aan het Internationaal Bureel kunnen vragen aan te duiden welke veranderingen er aan de eischen van nieuwhed zouden dienen aangebracht, opdat het brevet zou mogen afgeleverd worden.

Het onderzoek eener brevetaanvraag zal altijd aan het Internationaal Bureel door het Bestuur van een verdragsluitend land kunnen gevraagd worden om redenen van algemeen belang, bij voorbeeld, ingeval dit land voornemens zou zijn eene uitvinding te onteigenen of te koopen. In zekere gevallen zullen de reeds afgeleverde brevetten zelf aan het onderzoek van het Internationaal Bureel kunnen onderworpen worden, hetzij op initiatief van den gebreveteerde, hetzij op verplichtende wijze, volgens de beschikkingen der wet van elk land.

Titel III van de Schikking bevat de algemeene beschikkingen aangaande de taak van het Bureel, als internationaal documentatieorgaan, in zake uitvindingsbrevetten, zijne inwendige inrichting en de wijze waarop in zijne uitgaven van op-richting en van jaarlijksche werking zal voorzien worden.

Eindelijk bepaalt de tekst van de Schikking onder welke voorwaarden de onderteekenende landen voor hunne koloniën, bezittingen en protectoraten,

alsook de niet onderteekenende landen, tot de Schikking zullen kunnen toetreden. Er wordt ook in aangegeven op welke wijze de Schikking door de verdragsluitende Staten zal kunnen opgezegd worden.

Dit zijn de groote lijnen van de Schikking en van de bijzondere Internationale Unie die zij zou tot stand brengt en welke geheel onafhankelijk zou zijn van de Unie opgericht door de Overeenkomst van Parijs van 1883, tot bescherming van den nijverheidseigendom.

Er was bepaald geworden dat de Schikking tot op 31 Mei 1921 zou kunnen onderteekend worden. Op dezen datum had de Schikking de onderteekening van de Gevolmachtigden van elf Staten ontvangen, te weten België, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam en de Tsjecho-Slowakische Republiek.

Een zeker aantal geallieerde landen die aan beide conferenties of aan een enkele daarvan deelgenomen hadden, namelijk Groot-Brittannië, de Vereenigde Staten, Italië en Portugal, hebben verklaard hunne toetreding voorloopig voor te behouden, ofschoon zij in beginsel tegenover de Schikking eene gunstige houding aannamen en men mag de hoop koesteren dat in eene misschien niet zeer verwijderde toekomst verscheidene onder hen zullen aanvragen om aan de nieuwe instelling deel te nemen. Overigens is geen enkel land van de Schikking uitgesloten.

Voor al de landen die zullen toetreden, vormt het Centraal Bureau overigens de meest praktische en spaarzame oplossing van het vraagstuk van het voorafgaand onderzoek waartegenover de Latijnsche landen, bijna alleen, zich nog aarzelend toonen. Bij gebrek aan een nationaal onderzoeksbureau, worden de uitvinders die tot deze landen behooren, er toe gebracht zich te wenden tot een buitenlandsch onderzoeksbureau, inzonderheid tot het Patentamt, ten einde zich, dank aan het vreemde brevet, een waarborg van nieuwhed te bezorgen, zonder welken hun brevet van oorsprong geen vertrouwen genoeg wekt om de nijveraars en financiers er toe over te halen deel te nemen aan zijne verwezenlijking en uitbating. Om die reden wordt het inrichten van een nationaal onderzoeksbureau door velen gewenscht.

Maar de stichting van eenen dienst van onderzoek der brevetten in België en in de andere landen waar er nog geen bestaat, zou voor ieder land in het bijzonder dezelfde uitgaven met zich brengen als deze die het Centraal Bureau aan de toetredende Staten te zamen zal veroorzaken; terwijl voor de uitvinders in het zeer dikwijls voorkomend geval waarin zij de bescherming hunner uitvinding terzelfder tijd in verschillende landen willen verzekeren, de verplichting om in elk dezer landen het onderzoek te ondergaan, de oorzaak zou zijn van een groot tijdverlies en van belangrijke bijkomende onkosten, zonder te rekenen dat zij zonden gevaar loopen zich ten slotte voor tegenstrijdige beslissingen te bevinden.

Het feit dat er op de Conferentie te Parijs eensgezindheid bestond tusschen de technische afgevaardigden van talrijke landen, duidt ten minste aan dat zij de voordeelen erkennen verbonden aan het stelsel van het onderzoek der aanvragen om uitvindingsbrevetten ten opzichte van de nieuwhed. Onder de landen, die de Schikking onderteekend hebben, zijn overigens Polen en Tsjecho-Slowakije reeds voorzien van eenen nationalen onderzoeksdienst, welke nopens het aannemen of weigeren der aanvragen beslist. In Frankrijk wordt er door het wetsontwerp op

de uitvindingsbrevetten, dat door de Regeering neergelegd werd, een proceduur van verzet tegen het verleenen van brevetten wegen het ontbreken van nieuwhed voorzien, wat een eersten stap in de richting van het onderzoek uitmaakt. In ons land zelf, waar de herziening der wet van 1854 op de brevetten nog ter studie ligt, bestaat er in de openbare meening eene beweging ten gunste van het stelsel van het voorafgaand onderzoek, die door al de uitvinders en door talrijke industrieelen gesteund wordt.

Onder deze voorwaarden, schijnen de omstandigheden gunstig te zijn voor de stichting van een Centraal Bureel der Uitvindingsbrevetten voorzien van eenen dienst voor het onderzoek over het bestaan van vroegere uitvindingen. Dank aan de toetreding van een zeker aantal Staten en, anderzijds, rekening houdend met de aanvragen om brevetten, die talrijk zullen zijn, zou de kostende prijs van het onderzoek, per aanvraag, gering zijn en de te innen taxen zouden niet hoog zijn. Indien zelfs de ontvangsten voortkomend van de inning der onderzoekstaxe niet zouden volstaan om er de kosten van te dekken, zou de van elk land te eischen bijdrage om het verschil aan te vullen weinig belangrijk zijn, en, in ieder geval, onvergelykelijk minder dan hetgeen dit land zou moeten betalen om de kosten te dekken die zouden veroorzaakt worden door de oprichting en de werking van een nationalen dienst.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

TSCHOFFEN.

Internationale Schikking

voor de oprichting van een Centraal Bureel der Uitvindingsbrevetten, geteekend te Parijs, den 15^e November 1920, tusschen België, Brazilië, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serriërs, Kroaten en Slovenen, Siam en de Tsjecho-Slowaksche Republiek.

ARTIKEL EEN.

De Verdragsluitende Landen komen overeen op gezamenlijke kosten een Internationaal Bureel der Uitvindingsbrevetten op te richten.

De zetel van dit bureel wordt gevestigd te Brussel.

ARTIKEL 2.

Het Internationaal Centraal Bureel der Uitvindingsbrevetten zal kunnen overgaan :

1° Tot de internationale inschrijving der aanvragen om brevetten, dat is te zeggen tot het ontvangen der nederleggingen en tot de internationale overmaking dezer aanvragen ;

2° Tot het onderzoek der aanvragen om brevetten.

De werkzaamheden van het Centraal Bureel zullen geregeld worden overeenkomstig de volgende beschikkingen :

TITEL I.

Internationale inschrijving der aanvragen om uitvindingsbrevetten.

ARTIKEL 3.

De onderdanen of burgers van elk der Verdragsluitende Landen die in een dezer landen een aanvraag om een brevet regelmatig neergelegd zullen hebben, zullen in al de andere landen of slechts in een of meerdere daarvan, de bescherming kunnen verlangen van de daarop betrekking hebbende uitvinding, op voorwaarde dat de aanvraag neergelegd worde op het Centraal Bureel te Brussel, door tusschenkomst van het bestuur van het land van oorsprong van gezegde aanvraag.

ARTIKEL 4.

Worden met de onderdanen of de burgers der Verdragsluitende Landen gelijkgesteld, de onderdanen of burgers der landen die niet tot deze schikking toegetreden zijn, welke metterwoon gevestigd zijn of werkelijke en ernstige nijverheidsinrichtingen of handelsondernemingen hebben op het grondgebied van een der landen van de door deze schikking gestichte vereeniging.

ARTIKEL 5.

Het Centraal Bureel zal onmiddellijk de nederlegging der aanvragen, gedaan overeenkomstig artikel 3, inschrijven in een bijzonder register, met vermelding der bij elke aanvraag gevoegde beschrijvingen en teekeningen.

Het zal van deze inschrijving kennis geven aan de bevoegde besturen van al de Verdragsluitende Landen.

Van den datum af waarop de aanvraag om internationale inschrijving ontvangen werd door het bestuur van het land van oorsprong, zal de wettelijke toestand van den aanvrager in elk der Verdragsluitende Landen, die in de aanvraag aangegeven zijn, of die ten laatste binnen de twaalf maanden, volgend op de nederlegging van de aanvraag, in het land van oorsprong zullen aangegeven worden, dezelfde zijn als waren de aanvraag, de beschrijving en de teekeningen er rechtstreeks nedergelegd geweest.

Echter zal in de landen, wier inlandsche wetgeving het zal eischen, de aanvraag slechts als op geldige wijze gedaan zijnde beschouwd worden voor zoover het volledig dossier binnen de twaalf maanden, te rekenen van den datum van de nederlegging in het land van oorsprong, door het bestuur dier landen zal ontvangen zijn.

Het Centraal Bureel zal, indien noodig, doen overgaan tot de vertaling in de officieele taal van het Bureel, of in de talen der verschillende door de aanvragers aangeduide landen en tot het afdrukken der teekeningen in voldoende aantal, om de mededeeling mogelijk te maken van de aanvragen en de bijgaande stukken aan elk der besturen van de Verdragsluitende Landen voor dewelke de internationale inschrijving zal gevraagd geweest zijn.

Elk der Verdragsluitende Landen zal het recht hebben de toezending te verlangen van een exemplaar der beschrijving opgesteld in de officieele taal van het Bureel of van een vertaling der beschrijving in deze taal uitgevoerd of nagezien en gewaarmerkt door het Centraal Bureel.

Het door den aanvrager aan het Centraal Bureel voor eene vertaling of voor het nazien van eene vertaling verschuldigd loon, dat volgens de taal kan verschillen en het tarief der kosten van afdrukken der teekeningen zullen door het reglement van uitvoering vastgesteld worden.

De aanvragen overgemaakt aan de besturen der Verdragsluitende Landen zullen in elk land onderworpen zijn aan dezelfde voorwaarden als de aanvragen die er rechtstreeks nedergelegd werden en zullen behandeld worden zooals de wetgeving van gezegd land voorziet.

ARTIKEL 7.

Het Bestuur van het land van oorsprong zal een taxe naar zijn believen kunnen vaststellen en te zijnen voordeele innen, welke het zal vorderen van den aanvrager van het brevet, waarvoor om internationale inschrijving verzocht wordt. In alle gevallen zal er ten voordeele van het Centraal Bureel een internationale vergoeding geheven worden waarvan het bedrag door het reglement van uitvoering zal vastgesteld worden.

In elk land waar de brevetaanvraag overgemaakt werd, zal de belanghebbende

gehouden zijn, binnen de voorgeschreven termijnen, opdat aan de aanvraag gevolg worde gegeven, alsmede om de afgifte van den titel te verkrijgen en om de rechten te behouden die er aan verbonden zijn, al de taxen te betalen daartoe door de wetten en reglementen van gezegd land voorzien.

Het Centraal Bureel zal gemachtigd zijn zich voor rekening der belanghebbenden te belasten met de betaling der taxen in de Verdragsluitende Landen tegen een bijzonder recht, overeenkomstig het tarief vastgesteld door het reglement van uitvoering.

TITEL II.

Onderzoek der aanvragen om uitvindingsbrevetten.

ARTIKEL 8.

Elke brevetaanvraag nedergelegd in een der Verdragsluitende Landen, hetzij rechtstreeks, hetzij door middel van de internationale inschrijving, zal aan het onderzoek van het Centraal Bureel kunnen of moeten onderworpen worden, volgens wat er over bepaald zal zijn door de wetgeving van gezegd land, met het oog op het nasporen en het vaststellen van het bestaan van vroegere uitvindingen, hetwelk voortspruit, hetzij uit reeds afgeleverde en bekendgemaakte brevetten, hetzij uit bekendmakingen die door het reglement van uitvoering zullen vastgesteld worden.

ARTIKEL 9.

Wanneer de door het Centraal Bureel gedane nasporingen niet leiden tot de ontdekking van eenige vroegere uitvinding, geschikt om gesteld te worden tegenover de eischen van nieuwhed, uitgedrukt in de beschrijving die eene brevetaanvraag vergezelt, wordt door het Centraal Bureel een « getuigschrift van ontbreken van vroegere uitvindingen » afgeleverd.

Wanneer vroegere uitvindingen van dien aard gevonden worden, levert het Centraal Bureel een « voorloopige vaststelling van vroegere uitvindingen » af, met de juiste aanwijzing dezer laatste.

De uitslag van het door het Centraal Bureel gedane onderzoek wordt, in den hierboven voorzienen vorm, in de taal van de oorspronkelijke aanvraag en in de officieele taal van het Bureel, overgemaakt aan het Bestuur van het land van oorsprong en, met het oog op de aflevering van een gevraagd brevet, aan de Besturen der andere Verdragsluitende Landen, die door den uitvinder aangeduid zijn of die het Bureel om deze overmaking verzocht hadden.

De mededeeling er van aan den uitvinder wordt verzekerd door het Bestuur van het land van oorsprong.

ARTIKEL 10.

Te rekenen van den datum waarop het Bestuur van het land van oorsprong aan den uitvinder eene « voorloopige vaststelling van vroegere uitvindingen » medegedeeld heeft, wordt aan dezen uitvinder een termijn verleend die bepaald zal worden overeenkomstig het reglement van uitvoering om zijne opwerpingen tegen

de vastgestelde vroegere uitvindingen in te dienen en om, desgevallend, wijzigingen in de eischen, waarop deze vaststelling betrekking heeft, voor te stellen.

Na onderzoek en bespreking, indien noodig, van de ingediende opwerpingen of van de voorgestelde wijzigingen, wordt door het Centraal Bureel, volgens de gevallen, hetzij een getuigschrift « van ontbreken van vroegere uitvindingen », hetzij een « definitieve vaststelling van vroegere uitvindingen » met de juiste aanwijzing dezer laatste, afgeleverd.

Wanneer de uitvinder er zich van onthoudt binnen den toegestanen tijd verzet tegen de « voorloopige vaststelling van vroegere uitvindingen » aan te teekenen en van zijn brevetaanvraag niet heeft afgezien, wordt deze voorloopige vaststelling beschouwd als zijnde definitief.

De Besturen van de Verdragssluitende Landen zullen rekening kunnen houden met het advies van het Centraal Bureel, volgens wat er over bepaald zal zijn door de inlandsche wetgeving van elk land, en het gevraagde brevet afleveren of weigeren dit af te leveren.

Het brevet zal in voorkomend geval melding kunnen maken van het door het Centraal Bureel gedane onderzoek en voorzien kunnen worden van de aanwijzing der vroegere uitvindingen welke het Centraal Bureel beschouwd zal hebben als kunnende er tegenover gesteld worden.

Ingeval de wetgeving van een Verdragssluitend Land het bestuur van dit land daartoe zou machtigen, zou gezegd Bestuur nog, na aflevering van een definitieve vaststelling van vroegere uitvindingen, van het Centraal Bureel kunnen verlangen dat het de wijzigingen zou aangeven die het noodig zou zijn aan te brengen in de eischen van nieuwhed welke in de beschrijving voorkomen, ten einde ze in deze beschrijving op te nemen.

Het Centraal Bureel zal dan een nieuw getuigschrift of een nieuwe vaststelling afleveren, rekening houdend met deze wijzigingen.

ARTIKEL 11.

De Besturen der Verdragssluitende Landen zullen altijd aan het Centraal Bureel, in een algemeen belang, het onderzoek kunnen verlangen van een aanvraag om een uitvindingsbrevet.

Wanneer daarover aldus beschikt wordt door de wetgeving van een der Verdragssluitende Landen, zullen de in dit land afgeleverde brevetten eveneens aan het onderzoek van het Centraal Bureel kunnen onderworpen worden, tenzij echter een overeenstemmende brevetaanvraag reeds door het Bureel onderzocht werd.

De gebreveteerde zal zelfs gehouden kunnen worden, in zekere door de inlandsche wetgeving van een der landen bepaalde gevallen, te doen overgaan tot dit onderzoek en de getuigschriften van ontbreken van vroegere uitvindingen alsmede de vaststellingen van vroegere uitvindingen afgeleverd als gevolg op dit onderzoek zullen vermeld kunnen worden in de officieele uitgaven van het land dat het brevet heeft afgeleverd, en het Bestuur van dit land zal gemachtigd kunnen worden er op verzoek afschriften van af te leveren.

ARTIKEL 12.

Elk door het Centraal Bureel gedaan onderzoek zal steeds zonder waarborg zijn en zal geenerlei verantwoordelijkheid te zijnen laste ten gevolge hebben.

ARTIKEL 13.

Elk verzoek om een onderzoek van een brevetaanvraag zal aanleiding geven tot het innen, ten voordeele van het Centraal Bureel, van een internationale vergoeding.

In geval van verzet tegen een voorloopige vaststelling van vroegere uitvindingen zal er een nieuwe taxe ten voordeele van het Centraal Bureel geïnd worden.

Het bedrag der hierboven voorziene vergoedingen en taxen zal door het reglement van uitvoering vastgesteld worden.

Het tarief zal verdubbeld worden in geval van onderzoek van een vroeger afgeleverd brevet.

TITEL III.

Algemeene beschikkingen.

ARTIKEL 14.

Het Centraal Bureel der brevetten zal de documenten en inlichtingen betreffende de uitvindingsbrevetten en de uitgaven van allen aard betreffende de verschillende nijverheden centraliseeren.

Het zal van al de Besturen der Verdragsluitende Landen de documenten ontvangen door elk hunner uitgegeven en zelfs die van inlandschen aard, welke geschikt zijn om zijne taak te vergemakkelijken.

Het Centraal Bureel zal zich te allen tijde ter beschikking houden van de Besturen der Verdragsluitende Landen om hen over den internationalen dienst der uitvindingsbrevetten alle bijzondere inlichtingen te verstrekken die zij zouden kunnen noodig hebben.

Het zal een periodiek blad kunnen uitgeven aangaande de vraagstukken die in betrekking staan met het voorwerp zijner werkzaamheden.

Deze mededeeling zal gedaan worden in de Fransche taal en, indien noodig, in de andere talen die door de Algemeene Vergadering zullen aangeduid worden.

ARTIKEL 15.

De landen die tot de instelling van het Centraal Bureel der brevetten toetreden, zullen het recht hebben uitdrukkelijk te verklaren dat hunne Besturen zijne tusschenkomst wenschen te gebruiken te gelijker tijd voor de internationale inschrijving en voor het onderzoek der brevetten ofwel alleenlijk voor eene dezer werkzaamheden.

ARTIKEL 16.

De Verdragsluitende Landen verplichten zich aan de uitgaven van algemeen

beheer van het Centraal Bureel deel te nemen door het storten van eene gelijke jaarlijksche bijdrage die door de Algemeene Vergadering zal vastgesteld worden. Deze bijdrage zal in geen geval de som van vijf duizend frank voor iederen Staat mogen te boven gaan.

De jaarlijksche inkomsten van het Bureel omvatten, buiten de opbrengst van de in de voorgaande paragraaf voorziene bijdrage, de sommen voortkomend van de opbrengst der internationale vergoedingen en van alle taxen en rechten geïnd als betaling voor de verrichtingen aangaande de internationale inschrijving of het onderzoek der aanvragen, overeenkomstig het door het reglement van uitvoering vastgesteld tarief.

ARTIKEL 17.

De tot de werking van het Bureel noodige gelden zullen voorgeschoten worden door de Regeering van het land waar het Bureel zijnen zetel heeft.

De inkomsten en uitgaven betrekking hebbend op het algemeen beheer van het Centraal Bureel, op den dienst der internationale inschrijving en op den onderzoeksdienst zullen vastgesteld worden in de jaarlijksche rekening van beheer van het Centraal Bureel onder drie verschillende afdelingen.

In geval van ontoereikendheid der inkomsten, zal het teveel der uitgaven gemeenschappelijk door de toegetreden landen gedragen worden, volgens de hierna vastgestelde grondslagen :

Voor de uitgaven die betrekking hebben op de afdeling van Algemeen beheer worden de landen verdeeld in zes klassen waarvan iedere klasse naar verhouding van een zeker getal eenheden haar aandeel betaalt zooals volgt :

1 ^e klasse	25 eenheden ;
2 ^e —	20 —
3 ^e —	15 —
4 ^e —	10 —
5 ^e —	5 —
6 ^e —	3 —

Deze coëfficiënten zullen vermenigvuldigd worden door het getal landen van iedere klasse en de som der aldus verkregen producten zal het getal eenheden aangeven waardoor de gezamenlijke uitgave moet gedeeld worden. De uitkomst zal het bedrag der eenheid van uitgaven aangeven.

De klasse waarin elk der toegetreden landen moet gerangschikt worden, zal bepaald worden door eene eerste vergadering der afgevaardigden van de toegetreden landen waarbij rekening dient gehouden tevens met de belangrijkheid op nijverheidsgebied en met de bevolking van ieder land.

Het teveel der uitgaven betrekking hebbend op den dienst der internationale inschrijving van den eenen kant en op den onderzoeksdienst van den anderen kant, zal tusschen de landen die respectievelijk tot deze diensten toegetreden zijn, in de volgende verhouding verdeeld worden :

Een derde van het teveel in evenredigheid met het getal aandeelen in de bijdrage aan ieder land toegewezen volgens de hierboven voorziene indeeling.

Twee derden van het teveel in evenredigheid met het getal aanvragen om inter-

ationale inschrijving en met het getal aanvragen om onderzoek door tusschenkomst van ieder toegetreden land aan het Bureau onderworpen.

ARTIKEL 18.

Het Internationaal Centraal Bureau wordt beheerd, onder het gezag van den Volkenbond, door eenen Bestuurder, bijgestaan door eenen Beheerraad samengesteld uit zeven leden, waaronder een voorzitter, twee ondervoorzitters en een algemeen secretaris welke alle drie jaar door de Algemeene Vergadering der Afgevaardigden der Regeeringen van elk der toegetreden landen gekozen worden.

Het getal stemmen verleend aan elk dezer afgevaardigden, is vastgesteld als volgt, volgens de klasse waaronder elk land gerangschikt is :

	Getal stemmen
1 ^{re} klasse	6
2 ^e —	5
3 ^e —	4
4 ^e —	3
5 ^e —	2
6 ^e —	1

De Bestuurder zal bij geheime stemming door den Beheerraad benoemd worden.

Het personeel van het Beheer van het Centraal Bureau zal gekozen worden onder de onderhoorigen der toegetreden landen en benoemd worden door den Beheerraad op voorstel van den Bestuurder.

Voor de benoeming van het personeel van het Bureau zal er rekening gehouden worden met de belangrijkheid der verrichtingen door elk toegetreden land gedaan.

ARTIKEL 19.

De Beheerraad zal eene begrooting der inrichtingskosten van het Centraal Bureau opmaken, met de medewerking der Afgevaardigden en technische Deskundigen benoemd door de Regeeringen der Verdragshittende Landen.

De aldus voorbereide begrooting zal aan de Algemeene Vergadering ter goedkeuring voorgelegd worden.

De inrichtingskosten zullen onder de Verdragshittende Landen verdeeld worden overeenkomstig het in bovenstaand artikel 17 vastgesteld barenia voor de bijdragen.

ARTIKEL 20.

De Algemeene Vergadering der Afgevaardigden der toegetreden landen zal de reglementen vaststellen die noodig zijn voor de uitvoering van deze schikking, inzonderheid wat betreft het tarief der vergoedingen, rechten en loonen van allen aard door het Centraal Bureau te innen, de inwendige werking van het Bureau, de indiening der beschrijvingen en der eischen van nieuwigheid uitgebracht in de beschrijvingen der brevetten onderworpen aan internationale inschrijving en aan het onderzoek van het Centraal Bureau.

ARTIKEL 21.

De Algemeene Vergadering der Afgevaardigden der toegetreden landen zal bijeenkomen telkenmale het noodig zal zijn en ten minste alle drie jaar, om over te gaan tot de hernieuwing der volmacht van den Beheerraad en, in voorkomend geval, tot de herziening van het reglement van uitvoering, ten einde er de wijzigingen in aan te brengen die van aard zijn de inrichting en de werking van het Centraal Bureau der brevetten te verbeteren. Zij zal eveneens bevoegd zijn om wijzigingen in de tegenwoordige schikking voor te stellen.

ARTIKEL 22.

De toegetreden landen behouden zich respectievelijk het recht voor onder elkaar bijzondere schikkingen te sluiten die, ten voordeele hunner onderhoorigen, bijzondere wederkeerige voordeelen voorzien, voor zoover gezegde schikkingen geen inbreuk maken op de bepalingen van deze overeenkomst.

ARTIKEL 23.

De landen die aan deze schikking geen deel genomen hebben, zullen kunnen toetreden mits hunne aanvraag te richten tot de Regeering van den zetel van het Bureau, onder voorbehoud van goedkeuring door eene meerderheid van ten minste twee derden der stemmen toegekend aan de landen onderteekenaars van deze schikking, overeenkomstig bovenstaand artikel 18.

De latere toetreding van een niet-onderteekenend land zal onderworpen zijn aan de storting, door dit land, aan het Centraal Bureau, van eene som gelijk aan de bijdrage der onderteekenende landen tot de inrichtingskosten, overeenkomstig bovenstaand artikel 19. Van deze toetreding zal, na gezegde storting, door de Belgische Regeering kennis gegeven worden aan de andere Regeeringen, om eene maand na deze kennisgeving van kracht te worden, tenzij het toetredende land een lateren datum zou aangeduid hebben.

ARTIKEL 24.

De Verdragsluitende Landen hebben het recht te allen tijde tot deze schikking toe te treden voor hunne dominions, koloniën, bezittingen, onderhoorigheden en protectoraten, of voor zekere onder deze.

De Staten, Dominions of Koloniën die zich vrij regeeren en die onafhankelijke diensten bezitten voor de neerlegging van aanvragen en de aflevering van brevetten, zullen ten opzichte van deze schikking, als afzonderlijk toetredende landen beschouwd worden.

ARTIKEL 25.

De geschillen aangaande de uitlegging van deze Overeenkomst zullen geregeld worden volgens de door den Volkenbond voor dergelijke gevallen aangenomen methoden.

ARTIKEL 26.

Deze schikking zal van kracht worden, zoodra zij door de twee derden der onderteekenende landen zal bekrachtigd zijn. De bekrachtigingen zullen aan de Fransche Regeering opgezonden en in haar archief bewaard worden.

Elk land zal deze schikking mogen opzeggen hetzij voor zichzelf, hetzij voor zijne dominions, koloniën, bezittingen, onderhoorigheden en protectoraten en zich uit de Unie terugtrekken een jaar na deze opzegging : door dit feit zal het afzien van al zijn rechten op het actief van het Centraal Bureau.

Gedaan te Parijs, den vijftienden November negentien honderd twintig, in een enkel exemplaar dat in het archief van de Regeering der Fransche Republiek zal blijven berusten en waarvan authentieke afschriften aan elk der onderteekenende Landen zullen afgegeven worden.

Gezegd exemplaar, gedagteekend zooals hierboven gezegd, zal tot en met 31 Mei 1921 mogen onderteekend worden.

Ter Oorkonde waarvan, de onderstaande Gevolmachtigden, wier volmachten erkend werden in goeden en behoorlijken vorm te zijn, deze overeenkomst geteekend hebben.

Voor België.	Oel. MAYAULT.
Voor Brazilië.	Raul FERNANDES.
Voor de Republiek Cuba.	
Voor Ecuador.	E. DORN Y DE ALSUA.
Voor Frankrijk.	Aug. ISAAC, LYON-CAEN. C. DROUETS, J. YOUPIS.
Voor Griekenland.	
Voor de Republiek Haïti.	
Voor Japan.	
Voor de Republiek Liberia.	
Voor de Republiek Nicaragua.	Carlos A. VILLANUEVA.
Voor de Republiek Panama.	
Voor Peru.	
Voor Polen.	François DOLEZAL.
Voor Portugal.	
Voor Roemenië.	C. ANTONIADE.
Voor het Koninkrijk der Serviërs.	Iag Rau M. AIRAMOVITCH.
Voor Siam.	Phya Visal BACHANADICH.
Voor de Tsjecho-Slowaksehe Republiek.	VANICEK.
Voor Uruguay.	

(N° 174. — ANNEXE. — Bijlage.)

CHAMBRE
des Représentants**KAMER**
der Volksvertegenwoordigers**PROJET DE LOI**

portant approbation de l'Arrangement international, signé à Paris, le 15 novembre 1920, entre la Belgique, le Brésil, l'Équateur, la France, la Grèce, la République de Nicaragua, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam et la République Tchécoslovaque, en vue de la création, à Bruxelles, d'un Bureau International des brevets d'invention.

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Internationale Schikking, ondertekend te Parijs, op 15 November 1920 tusschen België, Brazilië, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam en de Tsjecho-Slowakische Republiek, voor de oprichting te Brussel van een Internationaal Bureau der Uitvindingsbrevetten.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

Est approuvé l'Arrangement inter-

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg zijn gelast in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd de Internationale

national pour la création d'un Bureau Central des brevets d'invention, conclu à Paris, le 15 novembre 1920, entre la Belgique, le Brésil, l'Équateur, la France, la Grèce, la République de Nicaragua, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam et la République Tchécoslovaque.

Donné à Bruxelles, le 18 février 1925.

Schikking voor de oprichting van een Centraal Bureel der Uitvindingsbrevetten, gesloten te Parijs, op 15 November 1920, tusschen België, Brazilië, Ecuador, Frankrijk, Griekenland, de Republiek Nicaragua, Polen, Roemenië, het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen, Siam en de Tsjecho-Slowaksche Republiek.

Gegeven te Brussel, den 18^e Februari 1925.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken

HYMANS.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance Sociale.*

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg.*

P. TSCHOFFEN.